

2011/02

CARNET D'EUROPE

Alain REGUILLON

Vice-président

d'Europe Info Rhône-Alpes

Secrétaire fédéral de l'Union des
fédéralistes européens



LA LETTRE

Actualité européenne de février 2011

Europe : une diplomatie en panne et un Conseil européen qui cache ses divisions sur l'énergie

J'ai décidé de retenir ces deux éléments de l'actualité de février pour les dossiers de ce mois.

En effet, face aux événements d'Afrique du nord et du Proche et Moyen orient, la voix de l'Union a été couverte par celles des États. Dans ses déclarations, le Conseil européen fait d'ailleurs peu de cas de Mme ASHTON, Haute représentante pour la politique étrangère et de sécurité commune.

Ce même Conseil européen, convoqué par son président Herman Van ROMPUY, le 4 février pour débattre de la politique énergétique, s'est empressé de parler de tout, n'étant pas d'accord sur le sujet principal qui pourtant constitue un enjeu d'avenir essentiel pour les Européens. C'est ce seul point que j'évoquerai ; nous aurons l'occasion de revenir sur les autres thèmes débattus en Conseil, notamment celui de l'innovation.

Beaucoup d'autres points d'actualité mériteraient d'être évoqués, mais il devient difficile de tout commenter tant l'actualité européenne, et j'en suis ravi, prend une place de plus en plus importante dans nos quotidiens.

La rubrique « Au sein de l'Union » sera donc constituée de brèves sur la BCE et sa crainte de l'inflation ; Sur l'industrialisation avec la compétition d'un autre âge entre Européens ; sur le refus de plus en plus marqué de l'austérité par des peuples, que l'ombre du pacte de compétitivité ne rassure pas.

Lyon, le 2 mars 2011

Cette revue de presse est présentée et commentée tous les premiers mercredis du mois au siège d'Europe Info Rhône-Alpes, 13, rue de l'Arbre-sec à Lyon 1^{er} dans le cadre des « Mercredis de l'Europe » Les analyses et commentaires n'engagent que leur auteur

Au sein de l'Union européenne

De tout un peu

Sommet « Europe-Russie » : un dialogue de sourds, voilà comment, le peu de commentaires fait dans la presse sur cette rencontre entre la Commission européenne et le gouvernement russe, qualifie le mieux ce sommet. Les questions, portant sur l'accès des produits agricoles russes au marché européen ou encore la suppression des visas et l'accès, par GAZPROM, des infrastructures de transport en Europe, sont restées lettre morte. Aux droits de l'Homme et libertés civiques évoqués par le président BARROSO, le premier ministre russe, Vladimir POUTINE répond : *« asile accordé par la France à l'Ayatollah KHOMEINY et absence de gouvernement en Belgique depuis 250 jours »*

Un point de friction supplémentaire réside dans la volonté de M POUTINE de voir l'Union européenne plaider pour que la Fédération de Russie adhère à l'organisation mondiale du commerce, ce sur quoi les « Vingt-sept » ne sont toujours pas d'accord...entre eux !

Il y aurait sûrement mieux à faire que de jouer uniquement sur le registre du commerce, la politique de voisinage avec la Russie devant englober d'autres aspects que ceux d'un rapport « Client/fournisseur », comme le souligne une journaliste.

Edouard BALLADUR inquiet de l'avenir de l'Europe : prononcés en petit comité, mais saisis par la presse, les propos de l'ancien premier ministre ont de quoi surprendre : *« La solution, dit-il, est que l'Union trouve les moyens d'avancer avec les 17 pays partageant la monnaie unique, l'Europe des 27 restant une zone de libre-échange. »*

Le pragmatisme « pompidolien » renaît et c'est plutôt une surprise qui ne manque pas d'intérêt !

Industrialisation : Bien que ne figurant pas aux rayons des compétences de l'Union, pas même de celles partagées avec les Etats, l'industrialisation pose un problème majeur pour l'économie européenne.

Quelques exemples illustrent combien le système de concurrence au sein du Marché intérieur devient insupportable.

Latécoère est à vendre : l'équipementier spécialisé dans la fourniture d'aérostructures pour les avionneurs, Airbus, Dassault, Boeing, etc., est en difficulté avec un endettement de quelque 300 millions d'euros. Une solution française est envisageable et elle est privilégiée par le gouvernement. Le Néerlandais FOKKER ou le Britannique GKN sont intéressés par la reprise de cette entreprise, mais aussi l'américain SPIRIT et le Chinois AVIC.

Dans un secteur où les Européens ont montré leur savoir faire, tant avec Airbus qu'avec Ariane, n'y aurait-il pas une solution européenne ? Et pas seulement en privilégiant soit des Français, soit des Néerlandais, soit des Britanniques, mais en créant un consortium suffisamment solide pour faire face à des enjeux où les Chinois nous talonnent de plus en plus, sans avoir les mêmes obligations que les industriels européens.

Autre exemple, l'automobile : Renault et le constructeur russe AVTOVAZ ont conclu une alliance pour développer ensemble le marché russe de l'automobile. Et voilà que Volkswagen signe avec un autre russe et Ford encore avec un troisième, tout cela pour

concurrer le premier sur le même terrain. Quand on sait que l'automobile est condamnée à moyen terme à une concentration inévitable face aux américains, aux Chinois et, dans une moindre mesure, aux Indiens, comment ne pas voir que l'intérêt des Européens et de préparer cette révolution industrielle mondiale en se rapprochant et non en se combattant pour savoir qui sera le vainqueur et restera en lice ! A vouloir, chacun des constructeurs, rester le seul en Europe, il n'en restera aucun, nos concurrents dans le monde se partageant sur notre dos, le gâteau de l'automobile.

Dernier exemple, mais il est aussi de taille et je ne rentre pas dans les considérations de savoir s'il faut ou pas du nucléaire : **AREVA**. Cette entreprise dispose d'une avance technologique que tous nos concurrents reconnaissent. Cette entreprise est première en Europe et aux Etats-Unis. Mais, cette technologie, les Américains, les Chinois, et d'autres, en Europe et dans le monde l'acquièrent peu à peu et deviennent des concurrents crédibles et offensifs. Il est estimé que quelque 250 centrales nucléaires seront construites dans le monde d'ici à 20 ans. Avec 80% de capitaux publics, AREVA ne trouve plus les moyens d'investir pour assurer son développement et garder son avance, le principal actionnaire –l'Etat- étant ruiné. Alors on assiste à un vaste bricolage franco-français associant AREVA à EDF SUEZ, comme si seuls les Français pouvaient résister aux puissances d'Etats continents comme la Chine, l'Inde et les Etats-Unis.

Pour la France seulement, le déficit d'investissement dans l'industrie est chiffré à 100 milliards d'euros !

On comprend mieux pourquoi la solution passe par un meilleur partage de la charge entre public et privé et par un consortium à l'échelle de l'Europe, y compris, pourquoi pas, avec les Russes.

A travers ces exemples, ce que je veux montrer, et ce que souligne d'ailleurs, mais pas toujours de manière claire les commentateurs, c'est que la politique de concurrence qui avait sa logique dans un Marché intérieur qui connaissait une certaine dose de protectionnisme, n'est plus adaptée aujourd'hui. Les accords progressifs d'ouverture des marchés au sein de l'OMC favorisent les économies qui ne connaissent pas de règles contraignantes de regroupement sur le plan interne et auxquelles l'Union n'impose pas de réciprocité au nom de la libre circulation des biens, des marchandises et des capitaux.

La ré-industrialisation de l'Europe, au-delà de l'Allemagne, est une nécessité vitale pour la relance de notre économie et la création d'emplois.

La BCE et le risque d'inflation : l'indice de la consommation montre que l'inflation atteindrait 2, 4 % alors que la barre est fixée à 2 %. Cela ne manque pas de créer de l'inquiétude au sein du directoire de la BCE dont une des missions premières est de juguler l'inflation.

La cause résulte d'une augmentation des matières premières : montée du baril de pétrole et de certains produits agricoles qui font l'objet de spéculation, ce que vient d'admettre la Commission, considérant la situation internationale. Les événements dans les pays arabes ne vont pas favoriser un retour à des prix plus raisonnables, d'où les mesures que s'apprête à prendre la BCE quant à l'augmentation de taux qui n'ont pas bougé depuis vingt mois.

L'euro reste dans des limites de hausses raisonnables par rapport au dollar, mais la sous évaluation du Yuan, qui devrait néanmoins s'apprécier de 5 % cette année, ne réduit pas le déficit de notre balance commerciale avec ce pays. Si la crise est atténuée, elle n'en est pas moins toujours présente. Le peu de dynamisme de la zone euro ne favorise pas une croissance suffisante pour soutenir l'emploi et le désendettement. Et si l'on voit poindre des mesures de renforcement de la cohésion économique et budgétaire entre les Etats de l'Union, particulièrement de la zone euro, on ne trouve pas les mesures de sursauts qui seraient nécessaires, mais davantage des mesures de restrictions que les Européens acceptent de plus en plus mal.

Les Européens contre l'austérité : A trop vouloir faire supporter aux peuples la réparation des fautes de leurs édiles, l'Union européenne et le FMI risquent de favoriser un mécontentement qui commence à poindre ; En Grèce, se sont des manifestations qui dégénèrent par des actes de violences ; en Espagne où le chômage dépasse les 20 % la population n'accepte plus les mesures d'austérité imposées par le gouvernement ; il en est de même au Portugal où le refinancement de sa dette sur le marché financier lui coûte plus de 7 % d'intérêt. Quant aux Irlandais, ils viennent de donner un signal fort lors des élections législatives en portant au pouvoir un parti qui a fait campagne sur le thème de la renégociation du plan d'aide européen, ce que semble vouloir d'ailleurs accepter la Commission ; mais a-t-elle encore le pouvoir de le faire ?

La contestation ne touche pas seulement les pays les plus en difficulté. En Belgique, les syndicats dénoncent le gel

Les dossiers

des salaires, aujourd'hui indexés, comme dans d'autres pays, sur l'inflation, que prône Mme MERKEL dans le plan de compétitivité Germano-français, tout comme l'alignement de l'âge de la retraite sur le plus haut, soit l'Allemagne à 67 ans.

La grogne est perceptible dans tous les pays ; elle est le ferment de la montée des partis populistes, xénophobes et anti européens pour qui la faute est toujours sur l'étranger.

A ne vouloir trouver de solutions aux problèmes de la crise qu'en restreignant les salaires, en diminuant les prestations sociales, en augmentant le temps de travail et les impôts, il faut craindre que la corde trop tendue casse et agisse comme un boomerang. Cela provoquerait inmanquablement une révolution nationaliste qui nous ramènerait à la situation d'avant guerre, avec tous les dangers que cela représente ; le premier étant la disparition de l'Europe et des Etats qui la composent aujourd'hui : il en serait bien fini de l'histoire du vieux continent !

Il est temps de sortir de l'Europe marchande qui ne favorisera jamais une dimension sociale ; il nous faut trouver la voix de l'unité politique, seule alternative pouvant concilier « économie, emploi et solidarité ».

La diplomatie européenne peu présente lors des évènements en Afrique du Nord et au Proche-Orient.

Les évènements en Tunisie, puis en Egypte, comme les manifestations en Algérie, au Maroc, mais aussi à Bahreïn et en Jordanie, tout comme la guerre civile qui s'installe en Libye intéressent l'Europe au premier chef, tant par l'histoire que par la proximité géographique. Au-delà, la plupart de ces pays méditerranéens sont membres de l'Union pour la méditerranée, organisation il est vrai inexistante depuis sa création en 2008.

L'Europe est très présente dans cette partie du monde, notamment de par les accords de coopération mis en œuvre depuis 1995 (Déclaration de Barcelone), accords qui portent sur des échanges commerciaux bien sûr, mais aussi sur des aides au développement ou encore des problèmes de société tels que la lutte contre la drogue et les réseaux d'immigration clandestine. Par ces accords, l'Union européenne est un financeur important, plusieurs milliards d'euros depuis plus de 15 ans.

Mais qu'en est-il lorsqu'il s'agit de faire face à des mouvements révolutionnaires qui portent les peuples à prendre leur destin en main et à vouloir bénéficier de la liberté, du respect des droits de l'Homme, de plus d'égalité, bref, de vivre décemment en étant respectés en tant qu'êtres humains.

Toutes ces valeurs qui vont avec la démocratie sont celles de l'Union et du monde occidental plus largement. Cependant, la voix de l'Europe ne s'est pas fait entendre. C'est l'Amérique qui a réagi, soutenant le mouvement des peuples et enjoignant aux présidents en place de se retirer. Le premier occidental à s'être rendu en Tunisie est le secrétaire d'Etat adjoint des USA

En Europe, il a fallu attendre la réunion du Conseil européen le 4 février pour avoir une déclaration bien timide sur l'Egypte et la région, tant les divergences sont grandes entre les « Vingt-sept ». Et c'est seulement lors de ce Conseil que des souhaits de voir intervenir la Haute représentante ont été exprimés. Fallait-il attendre la réunion du Conseil ? Mme ASTHON dispose d'une administration importante et de prérogatives propres. Pourquoi n'est-elle pas intervenue ? Pourquoi, elle, la voix de l'Europe ne s'est-elle pas fait entendre ?

Je comprends bien que sa tâche n'est pas facile entre un président du Conseil qui s'est exprimé depuis Davos le 29 janvier pour demander l'arrêt des violences et des Etats qui entendent agir seuls ou en clan ! Ainsi en est-il de la démarche conjointe, la veille du Conseil européen, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France, de l'Espagne et de l'Italie ; ces pays, qui se croient encore « grands », ont signé une déclaration commune à l'encontre de l'Egypte mais, ils sont restés aphones lors des évènements de Tunisie !

La tribune signée dans le monde par Mme ASHTON n'est guère à la hauteur des enjeux. Elle semble ne pas avoir compris que le temps s'accélère et qu'elle ne peut se référer à la démarche des Européens au XXème siècle, disant que « *le chemin vers la liberté peut-être long et difficile* ». Je ne suis pas persuadé que les Tunisiens, les Egyptiens et tout autre ressortissant du Moyen-Orient aient l'intention d'attendre aussi longtemps que nous ! Le contexte n'est pas le même.

Elle joue sur les mots en comparant démocratie électorale et « *démocratie profonde impliquant le respect de l'état de droit, la liberté d'expression, une justice indépendante et une administration impartiale* ». La Démocratie n'est pas un jeu de lego. C'est un ensemble de règles indissociables qui font que les peuples vivent libres, choisissant leur destin. Les insurgés ne saucissonnent pas la Démocratie !

La priorité de la Haute représentante est de « *conseiller les autorités de transitions* » alors qu'il nous faut assurer ces peuples de notre soutien solidaire en dégagant les moyens utiles à réorganiser leurs pays et à relancer l'activité. C'est ce que nous avons fait avec les pays d'Europe centrale et orientale dès 1989 ; c'est ce que nous devons faire envers ces pays, bien qu'ils ne soient pas appelés à rejoindre l'Union européenne. Un point sur lequel je suis d'accord avec Mme ASHTON, c'est quand elle dit que : « *L'union européenne n'est peut-être pas le partenaire le plus rapide à s'engager, mais il est souvent celui qui reste le plus longtemps* ». Cela est vrai, mais cela ne suffit pas et, dans le contexte actuel, un autre élément doit jouer : l'Europe ne peut faire l'impasse sur la présence et l'intervention de la Turquie.

Alors, que dire de l'obstination du président français à ne pas reconnaître à la Turquie le droit de rejoindre l'Union, alors qu'elle est le seul exemple d'un pays, majoritairement moyen oriental, où développement, laïcité et démocratie vont de pair. De part sa situation géographique, de par la nature de son régime et de par l'histoire qu'elle partage, tant avec l'Europe qu'avec les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, la Turquie est un allié naturel qui, sur le plan géostratégique et géopolitique est un atout pour l'Europe.

La méditerranée est un lien étroit entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Le destin de ces trois parties du monde est lié. Il nous faut trouver les solidarités utiles à mieux vivre ensemble. Si nous n'avons pas cette capacité à le comprendre et à nous organiser pour l'intégrer dans nos schémas de vie, alors nous risquons de laisser un vide que combleront, à leur seul profit, les Etats-Unis d'Amérique et les Chinois. Et cela ne règlera pas le problème de l'immigration, les démunies, car il en restera, ne se dirigeant pas ni vers l'Amérique, ni vers la Chine !

Il est donc temps que les Européens se ressaisissent, qu'ils conviennent d'une vraie politique étrangère et de sécurité commune qui aura rang sur celles des Etats-membres et que Mme ASHTON, ou tout autre personnalité, devienne véritablement un Ministre des affaires étrangères digne de ce nom.

Un Conseil européen qui cache ses divisions sur l'énergie

Convoqué par le président Van ROMPUY le 4 février, ce Conseil devait aborder le seul dossier de l'énergie. Or, dans ce domaine les approches divergentes, souvent liées aux besoins

énergétiques de chacun et de son souci de négociateur des contrats d'approvisionnement aux meilleurs prix sur le marché extérieur, tout comme les arrières pensées liées aux intérêts

d'entreprises nationales (ce qui ne signifie pas nationalisées !) ne favorisent pas une approche ouverte et constructive d'un marché commun de l'énergie.

En fait, ce que l'on constate depuis quelques années et qui s'exprime bien dans les conclusions du Conseil, c'est que l'on en est toujours à organiser un marché concurrentiel au sein des Vingt-sept, alors que nous sommes pleinement dépendant des approvisionnements extérieurs. Tout le discours porte sur la libéralisation du marché du gaz et de l'électricité, imposant des normes techniques communes qui permettent des interconnexions entre tous les réseaux de distributions, également ouverts à des concurrents non membres de l'Union européenne.

Tout dans ces conclusions, incompréhensibles pour le commun des mortels, et ce n'est pas péjoratif de ma part, porte sur la réglementation à mettre en place, sur les financements des infrastructures à intégrer dans le coût de la distribution en limitant à des cas extrêmes le financement public. L'acheminement de l'énergie, comme la construction de routes, l'approvisionnement en eau, l'éducation et la santé, ne sont-ils pas des devoirs naturels de la collectivité, afin que

chacun bénéficie de services équitables à des coûts supportables !

Le Conseil dit encore que pour les approvisionnements il faut convenir d'accords de coopération, notamment avec la Russie, ainsi que d'intégrer la notion de sécurité énergétique dans la politique de voisinage. Il charge Mme ASHTON et ses services d'intégrer cela dans leurs actions comme si l'énergie était du domaine de la politique étrangère et de sécurité commune !

Ce n'est pas à Mme ASHTON qu'il faut s'adresser en la matière, mais au Président de la Commission dont elle est membre, à charge pour lui, en cohésion avec la politique mise en œuvre par le Commissaire compétent pour l'énergie, de veiller à ce que sa vice-présidente prenne correctement en compte les besoins de ses collègues dans ce domaine.

Enfin, il est fait peu de place dans ces conclusions à l'énergie renouvelable, si ce n'est pour rappeler ce qui a déjà été décidé et que personne ne met véritablement en œuvre, à savoir, encourager les

investissements dans les énergies renouvelables et les technologies à faible émissions de CO2.

Point d'affirmation cependant quant à l'accélération nécessaire de la recherche, de l'investissement et du développement de toutes ces énergies qui pourtant sont la seule porte de sortie pour les Européens s'ils veulent garantir leur indépendance, n'ayant pas de ressources naturelles sur leur territoire !

Aspect positif tout de même, l'incitation forte aux économies d'énergies et l'intégration dans tous les marchés publics à partir du 1^{er} janvier 2012, des normes en matière d'efficacité énergétique dans la construction ou la rénovation des bâtiments et les transports. Des efforts sont aussi demandés pour trouver des solutions à la réalisation d'économie d'énergie dans les villes.

Mais il est une disposition dans le texte qui doit heurter toute personne de bon sens, informée des dégâts que cela procure : « Il conviendrait d'évaluer le potentiel dont dispose l'Europe en matière d'extraction et d'utilisation durable des ressources en

combustibles fossiles conventionnels et non conventionnels (gaz de schistes et schistes bitumineux) » !

Sur ce dossier de l'énergie, nous sommes loin du compte. Il est regrettable qu'une véritable stratégie d'ensemble ne pointe pas. Certes, il faut achever le marché intérieur et assurer une libre circulation à la fois de cette marchandise, mais aussi de ce service, à condition de ne pas le considérer au même titre que l'achat d'une automobile, d'un meuble ou autre article manufacturé. L'énergie n'est pas une marchandise comme les autres : elle est un besoin vital pour les hommes. Dans ce sens, l'intervention publique, qu'il n'est pas exclu de conjuguer avec

l'investissement privé, ne devrait pas être soumis aux mêmes règles de concurrence que d'autres secteurs marchands ou de services.

Sur le plan de l'approvisionnement, la stratégie devrait être plus globale est volontaire, exprimant clairement le choix que l'on fait et les moyens que l'on se donne pour atteindre les objectifs que l'on se fixe. Si l'on veut privilégier le nucléaire, il faut le dire et se donner les moyens de le développer ensemble, (Cf. mon propos sur l'industrialisation) ; si l'on choisit les énergies renouvelables, on se fixe un calendrier, on dégage un budget significatif et on engage les investissements utiles sans perdre de temps ; Si, entre autres solutions, on veut favoriser le pétrole,

on dit avec qui et selon quelles conditions on entend passer des accords et acheminer le brut.

Enfin, on peut convenir de diversifier l'approvisionnement en utilisant tout ce qui existe, mais, là encore, on le dit clairement, on fixe les proportions pour chaque source et on établit un plan d'action à long terme, ce qui, dans tous les cas, ne doit pas exclure les efforts de réduction de la consommation d'énergie par d'autres actions d'économie qui tiennent au transport, à la construction, à la production et à la consommation.

Ce dossier s'est aussi un choix de vie et un changement de comportements.

Rendez-vous le mercredi 6 avril à 18 h 30

Alain MALEGARIE et ALAIN REGUILLON

Feront un point trimestriel sur la crise et l'euro en abordant le thème

« La crise de la zone euro est-elle derrière nous ? »

Venez nombreux